

Bonjour

Il me semble que le point le plus important n'est pas abordé dans cette consultation , il s'agit du remplacement de matériel non adaptable.

Nous sommes concernés par ce sujet au plus haut point puisqu'un certain nombre de nos communes sont dans le processus en 2018.

Nous venons d'apprendre que les habitants possédant des appareils non compatibles avec le gaz H vont recevoir un courrier avec les termes suivants :

Nous attirons votre attention sur le fait que l'appareil suivant n'est pas compatible avec le gaz H : Marque1, Modele1

Il est nécessaire que cet appareil soit remplacé avant le 1er mars 2019 au vu du planning d'arrivée du gaz H dans votre commune.

A ce jour, GRDF n'est pas autorisé par la loi à pouvoir vous aider quant au remplacement de votre appareil qui est à la charge du propriétaire du logement. Pour aider à ce remplacement, des subventions publiques existent et peuvent couvrir une partie du montant des travaux. Pour en savoir plus, vous pouvez contacter la plate-forme mise en place par l'Etat sur le site www.faire.fr ou en appelant le 0 808 800 700 (service gratuit + prix d'un appel). Si vous êtes locataire, nous vous prions d'informer votre propriétaire en lui transmettant le présent courrier dans les meilleurs délais.

A défaut du remplacement de l'appareil non compatible avec le gaz H, GRDF se verra contraint de procéder à l'interruption de la livraison du gaz naturel de votre logement conformément aux modalités prévues par l'article L.554-10 du code de l'environnement.

Il est probable que ce courrier entraine des réactions très fortes des élus et nous sommes déjà interpellés pour connaître notre position et surtout notre ACTION.

A ce jour :

♣ Les communes ont délibéré favorablement sur le projet en précisant que ce devait être sans conséquence financière pour leurs administrés

♣ La FDE s'appuie sur l'article 23 du Contrat de Concession qui indique que ces travaux sont à la charge du Concessionnaire

J'ajoute que la population concernée est probablement âgée et « fragile.

Par ailleurs il me semble que le Comité de coordination de l'ensemble des parties prenantes de la conversion mentionnée dans le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 n'a toujours pas été réuni, alors même qu'il est chargé de « déterminer les priorités, les différentes orientations et veiller au respect du calendrier de conversion ».

Qu'elle est votre position ?

Je me tiens à votre disposition pour vous apporter tout éclaircissement complémentaire

Pour ce qui concerne la Question 1

- Concernant la formule de prix, pour moi, elle n'est pas juste car on prend le prix minimum pour chaque prestation. Il se peut qu'un prestataire est moins cher pour la prestation 2 mais plus cher pour la prestation 1 car la répartition de son prix n'est pas correct

Je vous propose les compensations suivantes :

Pour le forfait 1 = $\min(A1, A2, A3)$

Pour le forfait 2 = $\min(A1+B1, A2+B2, A3+B3)$

Pour le forfait 3 = $\min(A1+C1, A2+C2, A3+C3)$

Pour le forfait 2 = $\min(A1+B1+C1, A2+B2+C2, A3+B3+C3)$

Pour la Q2

RAS